

*Réglementation des prix*

Nous sommes stupéfaits de ce que, sans rien faire, le gouvernement ait toléré chez nous un taux d'inflation de 8 p. 100 l'année dernière, et qu'il tolère cette année un taux d'inflation de 10 p. 100. Nous savons maintenant pourquoi il agit ainsi. Le gouvernement envisage les choses aujourd'hui comme il y a 25 ans et il n'a rien appris. Le gouvernement pense encore que la politique économique qu'il faut pour le Canada est l'ancienne attitude continentaliste qui est la nôtre depuis 25 ans. De fait, depuis le temps de C. D. Howe et de Robert Winters, la politique économique du parti au pouvoir actuellement est déterminée par la façon dont le parti perçoit les intérêts du monde des affaires du Canada, ainsi que par la philosophie continentaliste.

On a laissé clairement entendre aujourd'hui que le parti libéral n'a eu rien de neuf à offrir depuis 25 ans en fait de politique des ressources, de la propriété, de la concurrence et de la structure industrielle. Le gouvernement rejette toute nouvelle conception de la lutte contre l'inflation car il songe encore à la situation d'il y a 30 ans, au temps de la guerre.

Le ministre a prétendu que l'augmentation des approvisionnements mondiaux apportera la solution au problème. Il a eu bien raison. Personne ne le contredit, mais ce n'est pas là le point. Nous savons qu'il faut accroître l'approvisionnement pour enrayer l'inflation et remettre en équilibre l'offre et la demande. Voici la question qui se pose. Que faudra-t-il faire dans un, deux ou trois ans pour dissiper certains effets inflationnistes qui accableront nos gens au moment où nous rétablirons l'équilibre entre l'offre et la demande? Je refuse tout à fait d'accepter l'idée que nous devons maintenir un taux d'inflation de 10 ou 12 p. 100 pendant que nous ramenons l'équilibre au cours de cette période. Il faut définir des politiques d'application immédiate, comme à long terme car, comme le disait lord Keynes, à ce moment-là nous serons tous morts. La question qui se pose est la suivante: Comment aider les Canadiens qui subissent maintenant les effets d'un taux d'inflation de 10 p. 100?

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en citant le premier ministre (M. Trudeau)—j'oublie les termes exacts qu'il a employés—a déclaré qu'il ne serait guère honnête d'appuyer une politique qui retiendrait les gens aux échelons inférieurs des revenus, comme le ferait une politique des revenus. Permettez-moi de dire qu'il serait encore plus malhonnête que le gouvernement laisse le taux d'inflation grimper à son rythme actuel et engloutir l'épargne et les revenus des gens à revenus faibles et moyens. A mes collègues du NPD, je demande comment ils peuvent appuyer le gouvernement alors que les statistiques révèlent clairement que la hausse du salaire horaire moyen a été l'année dernière de beaucoup inférieure à l'augmentation du coût de la vie? Prétendre qu'il ne faut pas adopter une politique des revenus parce qu'elle nuirait aux personnes à faibles revenus, c'est narguer la réalité et ignorer ce qui se passe.

Je ne puis comprendre comment le parti néo-démocrate a pu appuyer le gouvernement, en sachant fort bien qu'il ne ferait rien pour combattre l'inflation, problème numéro un du Canada. Je me réjouis de ce qu'au moins le parti ait progressé quelque peu. En déposant la motion que nous sommes en train de débattre, il a démontré enfin aux Canadiens qu'il s'intéresse au problème de l'inflation et se soucie d'enrayer la hausse du coût de la vie. Je me félicite surtout de ce que le parti se dise maintenant en désaccord avec l'analyse que fait le gouvernement de la situation et refuse de justifier l'inaction en prétendant que tout le problème est d'origine étrangère. Il y a un an, nous espé-

rions obtenir l'appui du NPD pour une politique qui ressemble beaucoup à celle qu'ils préconisent aujourd'hui. Mais il nous a refusé cet appui.

● (1520)

Si le Nouveau parti démocratique nous avait appuyés il y a un an, en février dernier, lorsque nous avons préconisé notre politique, elle pourrait aujourd'hui être en vigueur. Quel serait alors le taux de l'inflation au pays aujourd'hui? Certainement inférieur. Personne ne peut dire avec certitude de combien il serait inférieur, mais nous ne nous trouverions pas dans la situation que nous connaissons présentement où l'inflation atteint un taux de 10 p. 100. Je ne puis comprendre pourquoi il leur a fallu tant de temps pour en arriver là. Je ne puis que penser que les néo-démocrates ont dû croire la thèse du gouvernement selon qui nous ne pouvons rien faire contre l'inflation au Canada. Je ne sais pas ce qui les a fait changer d'idée. J'espère que nous n'entendrons plus de discours de néo-démocrates tentant de nous faire croire que nous ne pouvons rien faire contre l'inflation au Canada sous prétexte qu'elle provient entièrement de l'étranger.

**Une voix:** Vous n'en avez pas encore entendu un.

**M. Gillies:** Le fait est que nous savons maintenant que nos amis néo-démocrates acceptent notre thèse selon laquelle on peut faire quelque chose contre l'inflation au Canada si on le veut. J'espère qu'ils nous appuieront dans les programmes qui seront efficaces. S'ils avaient eu ce courage il y a un an, la situation au Canada serait peut-être différente à l'heure actuelle. Pourquoi leur a-t-il fallu attendre un an? Devrons-nous attendre encore un an avant qu'ils ne prennent la peine de faire quelque chose contre l'inflation qui ronge le pays?

Les statistiques sont très révélatrices. Les deux tiers de la hausse du coût de la vie sont dus aux hausses des prix au chapitre de l'habitation et des produits alimentaires. Ce sont des secteurs où nous pouvons faire quelque chose. Il est ridicule de prétendre que toute l'inflation vient de l'étranger et que l'on ne peut rien faire contre ce phénomène au Canada. On peut faire quelque chose quand on en a la détermination et quand on veut réellement venir en aide au peuple canadien. Selon moi, l'inflation s'aggraverait, au Canada. En fait, les Canadiens n'ont pas encore senti les effets de la hausse des prix du pétrole comme ce fut le cas au Japon, en Grande-Bretagne et ailleurs dans le monde. Dès que notre économie sera touchée par cette hausse, les prix augmenteront encore. L'indice des prix de gros a augmenté de 24 p. 100 l'an dernier et de 2.5 p. 100 en janvier. L'inflation empirera. Les néo-démocrates continueront-ils à prétendre que nous n'y pouvons rien?

Il faut d'abord reconnaître que les politiques monétaire, fiscale et des taux de change traditionnels utilisés par le passé ne suffisent plus aujourd'hui pour combattre l'inflation. Ces politiques sont conçues pour des économies où joue pleinement la concurrence et dont les taux de croissance sont normaux, conditions qu'on ne retrouve pas aujourd'hui dans notre économie. Aucun des députés n'ira prétendre que les prévisions économiques actuelles sont normales. Le prix de l'or va atteindre les \$200 l'once. Pourquoi? A cause des prévisions inflationnistes et de la spéculation. Le prix du logement à Toronto a augmenté de 22 p. 100 l'an dernier, surtout à cause des prévisions inflationnistes et de la spéculation. Tout le monde s'attend que les prix montent. Il nous faut intervenir pour tromper cette expectative.